

AVERTISSEMENT

Ce qui vient de se passer en Centrafrique est probablement, pour un certain type de présence française en Afrique le dernier avertissement sans frais.

La France n'a ni le droit, ni la possibilité d'être le gendarme de l'Afrique. On n'épargnera pas à ce continent les aléas de la construction de pouvoirs légitimes, donc indépendants. Et les motivations des interventions de la France sont trop contaminées par les schémas et intérêts de la Françafrique - plus influente que jamais - pour que les Africains ne s'en défient pas.

S'agissant de la présence militaire française, on ne peut plus la justifier seulement par le besoin d'un terrain d'aventures pour une armée de métier, ou la nostalgie d'une grandeur passée. Certes, la garantie d'une sécurité extérieure pourrait encore être utile - à condition qu'ici et là-bas l'on sache à quoi et pourquoi on s'engage. Mais les Africains ne supportent plus guère que l'on se mêle de leurs luttes politiques internes. Et les Français s'en laisseront.

Le problème, c'est que le Centrafrique, porte-avions d'une stratégie militaire non questionnée, est gouverné depuis Paris. La DGSE l'a avoué. Les bases de Bangui et de Bouar jouxtent le Zaïre et le Cameroun (où s'annoncent des échéances politiques majeures) ; elles sont à portée immédiate des champs pétroliers du golfe de Guinée.

Mais le statut de protectorat néocolonial n'a pas aidé les Centrafricains à sortir de la misère. C'est le moins qu'on puisse dire. Voilà donc un pays de plus gagné par la francophonie.

Le temps est compté au pouvoir néogaulliste, retombé dans le foccartisme comme en enfance, pour tenter de sortir de ses contradictions, et de sa béatitude françafricaine. Vite, il lui faut trouver un discours crédible, proposer un contrat acceptable par les populations de l'ex-pré-carré. Une gageure.

Il ne faudra pas longtemps, sinon, pour que la France et les Français ne subissent de graves humiliations.

SALVES

Francofolies (suite)

Le 24 avril, Jacques Chirac a reçu à l'Élysée, en dehors de tout agenda officiel, son ami Mobutu - qui depuis 30 ans pille consciencieusement le Zaïre, tout en vouant les Zaïrois à la misère et à l'arbitraire de ses soudards.

L'influentissime conseiller "spécial" Jacques Foccart (voir *A fleur de presse*) a, lui aussi, longuement rencontré Mobutu - après s'être rendu à plusieurs reprises au palais équatorial de Gbadolite.

A Paris, Mobutu était accompagné par l'un de ses principaux partisans au "Parlement" zaïrois, Vangu Manbweni. Sitôt rentré à Kinshasa, celui-ci a déclaré devant la presse diplomatique : « *Le Parlement est prêt à donner son accord pour une déclaration de guerre au Rwanda* », qui cherche « *à asseoir l'hégémonie anglo-américaine dans la région des Grands Lacs au détriment de la francophonie* » (AFP, 02/05/1996), tandis que se consoliderait chez les Tutsis le complexe d'Hitler (*Le Potentiel*, Kinshasa, 06/05/1996).

Mobutu n'a jamais cessé de soutenir le *Hutu power*. En 1990, ses troupes avaient déjà affronté le FPR sur le sol rwandais, aux côtés des commandos français et de l'armée d'Habyarimana (FAR). Au printemps 1994, la Françafrique et Mobutu facilitèrent le réapprovisionnement du camp génocidaire en armes et munitions, puis son repli en bon ordre sur le sol zaïrois.

Non seulement les meneurs n'y sont nullement inquiétés, mais, à l'Est du Zaïre, le Kivu est devenu, pour les diverses branches coalisées de l'extrémisme hutu (ex-FAR et *Interahamwe* rwandais, Palipehutu et FDD burundais, entre autres), la base arrière d'incursions terroristes incessantes : au Rwanda, au Burundi et, depuis peu, en Ouganda. Cette base est en cours de "nettoyage ethnique" : les populations locales Hunde et les Tutsis installés au Masisi sont massacrés ou chassés (cf. *Billets* n° 34).

Le 25 janvier, un avion chargé de 15 t d'armes a pu atterrir à Bukavu : sous escorte zaïroise, le chargement a été remis aux FDD de Léonard Nyangoma (*La Lettre du Continent*, 25/04/1996), qui ont accru depuis leurs raids meurtriers au Burundi.

En déstabilisant ses voisins, jusqu'à les menacer d'une guerre ouverte, Mobutu espère susciter un sursaut nationaliste au Zaïre avant les élections présidentielles prévues en 1997. Au passage, il tirera profit d'une extension du chaos - via, notamment, les fournitures et trafics d'armes. Comme jadis en Angola - où il entretint la guerre civile avec le concours, entre autres, de la DGSE.

En se dressant contre le Rwanda et l'Ouganda, Mobutu bétonne son alliance avec la Françafrique, qui rêve d'une revanche sur ces deux Etats. Elle n'hésitera pas à armer et propulser des guérillas sous la double bannière d'un racisme génocidaire et de la francophonie - au désespoir de nombreux francophones ! Après l'axe Mitterrand-Habyarimana, un axe Chirac-Mobutu de géopolitique-Ubu ?

Munitions

Selon le quotidien belge *De Standaard*, le fabricant d'armes FN Herstal, filiale de l'entreprise publique française GIAT Industries, construit une usine de munitions au nord-ouest du Kenya (*Bulletin d'information sur la région des Grands Lacs*, Canada, 4/1996). Sachant les amitiés franco-zaïro-kenyanes, soudées par une commune aversion envers l'Ouganda et le Rwanda, comme par une égale complaisance pour les leaders du *Hutu power*, on ne peut que songer à une opération-sandwich.

Notre ami Mobutu

Mobutu n'ayant pas mégoté son soutien au candidat Chirac, celui-ci s'apprête à lui rendre la pareille pour les scrutins présidentiel et législatif de 1997 (en voie de manipulation précoce, via une "Commission nationale des Elections" sur mesure).

Roberto Garreton, le rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme au Zaïre, multiplie les dénonciations - confirmées par les associations civiques zaïroises ? Qu'importe !

Le gouvernement Kengo veut interdire de séjour ce gêneur, s'il ne se dément pas ? Qu'importe !

Une mission d'enquête de l'ONU implique le régime zaïrois dans l'armement du *Hutu power* ? Qu'importe !

Le nouvel ambassadeur de France à Kinshasa, Michel Rougagnou, est un maréchaliste militant. Jacques Foccart et Charles Pasqua, de plus en plus souvent en accord, sont partisans de la réélection de Mobutu. L'on sait que, pour plus de sûreté, le second a proposé ses experts électoraux... (cf. *Billets* n° 32).

Sortir du mépris L'Afrique s'exprime

Colloque international

à l'occasion du G7,
dans le cadre de "Reprenons l'initiative"

Programme : - Le mépris où est tenue l'Afrique.

- Une nouvelle dynamique de décolonisation. L'intervention citoyenne.
- L'Afrique participe à l'invention de l'avenir :
 - * politique
 - * culturel
 - * par l'initiative de ses sociétés.

Participants : Hassan BA, Etienne LE ROY, Achille MBEMBE, Elikia MBOKOLO, Binta SARR, Wole SOYINKA, Emmanuel WONJU.

Lieu : LYON, Palais de la Mutualité.

Jeudi 27 juin,
de 9h à 17h30

Renseignements : Survie, (1) 43.27.03.25

Oubliettes

Les "grands" spécialistes des "grands" journaux français y sont tous allés de leurs bilans, plutôt élogieux, d'un an de politique étrangère chiraquienne. Subjugués par un « style » dont Jacques Pilhan bichonne l'image de « simplicité », ils se montrent fort indulgents pour une philotyranie de plus en plus affichée.

Le plus frappant est l'escamotage de la politique franco-africaine. Alain Frachon, dans *Le Monde* (07/05/1996), et Jacques Amalric, dans *Libération*, n'en disent quasiment rien. Comme si n'existait pas ce continent où Jacques Chirac a fait pourtant deux voyages officiels (sans parler des visites d'agrément, ni des déplacements en Egypte au service d'une « grande politique arabe »). Ou comme s'il était admis qu'au lieu de nations étrangères, s'y trouve une basse-cour où le coq gaulois peut s'autoriser toutes les privautés...

Pour un diagnostic plus lucide et complet, on se réfèrera, par exemple, à la chronique de Jean-François Bayart dans *Croissance* (05/1996). Il y est question (pas seulement pour l'Afrique), d'une « approche [...] éthiquement scandaleuse », « vouée à l'échec », et qui « nous prépare d'amers lendemains »...

Démocratues

Une dictature "légitimée" par le suffrage universel, c'est quand même plus fréquentable. Encore faut-il que le dictateur gagne les élections. L'arsenal des fraudes est immense, mais l'attachement de plus en plus vif des sociétés africaines au respect de leurs suffrages en rend l'usage délicat. Il n'est donc pas inutile de commencer par disqualifier certains des rivaux les plus menaçants : à cet effet, les conseillers politiques des potentats francoafricains rivalisent d'inventivité juridique, de pinaillage sur les certificats médicaux, de résidence ou de nationalité. L'on a pu ainsi écarter Gilchrist Olympio au Togo et Alassane Ouattara en Côte d'Ivoire. Au Tchad, on a éliminé Maurice Hel-Bongo et Antoine Bangui.

Il s'agit de faciliter le sacre électoral d'Idriss Déby. Celui-ci, tel Juvénal Habyarimana, apparaît dominé par son clan, beaucoup plus dangereux que lui-même : le personnage peut faire illusion, mais pas sa "légion étrangère" zaghawa. Il faudra beaucoup de subtilité aux "conseillers" pour travestir (par divers truquages et l'achat de désistements) le résultat du scrutin présidentiel du 2 juin.

Détail significatif : depuis des années, la France parvient à empêcher que la situation au Tchad soit examinée par la commission des Droits de l'homme de l'ONU en procédure publique (*TSF Info*, de *Tchad-Solidarité-France*, 05/1996).

Mépris

Radios et télévisions françaises ont longuement interrogé, lors de la récente crise centrafricaine, des soldats ou expatriés français. Mais pratiquement jamais de citoyens centrafricains ordinaires (pourtant francophones !), et les premiers concernés. De ce pays, on n'a eu droit qu'aux propos d'un président dévalué par la corruption, du représentant des mutins, et de l'ineffable Jean-Bedel Bokassa. Il est trop facile, après cela, de cultiver l'image d'une Afrique livrée à ses démons. Quand les médias s'apercevront-ils que l'Afrique et les Africains dépassent leurs préjugés ?

Détail révélateur : dès le début de la crise, Paris a fait couper les téléphones des leaders de l'opposition centrafricaine, pour être sûr qu'on ne fasse pas de politique en ce pays. L'armée française devenait ainsi l'unique arbitre entre Ange Patassé et les mutins (*La Lettre du Continent*, 25/04/1996).

Intervenir au Burundi ?

Réarmées via Bukavu, financées de sources européennes, les milices FDD de Léonard Nyangoma, alliées au Palipehutu burundais et aux *Interahamwe* rwandais, ont relancé depuis mars la guerre civile au Burundi. Ce pays avait connu au début de l'année une période d'apaisement, après une campagne en ce sens menée conjointement par le Président et le Premier ministre.

Les assaillants massacrent abondamment, et pas seulement des Tutsis : des paysans ou personnalités hutus, aussi, qui répugnent à leur stratégie de terreur. Les assaillis font appel à l'armée, qui ne fait pas dans le détail. Résultat : après une série de tueries précisément imputables aux FDD, on est entré dans une période de massacres tous azimuts, dont même les observateurs les mieux informés n'arrivent plus à démêler les auteurs. Le nombre mensuel des victimes approche le millier - principalement des villageois hutus pris entre deux feux.

La "communauté internationale" s'émeut, à juste titre. On en serait réconforté si ne se jouait en fait, derrière le refus du « *génocide au compte-gouttes* » ou d'un Rwanda-bis, une partie de poker entre le Secrétaire général de l'ONU Boutros-Ghali, la France et les Etats-Unis. La partie est encore compliquée par les dissensions internes aux deux pays.

Boutros Boutros-Ghali, pour des raisons claires (éviter les hésitations de 1994, fatales au Rwanda) ou obscures (ses liens avec la France ?) emploie tous les moyens pour déclencher une intervention. Y compris des maladresses très calculées, comme la prophétie auto-réalisatrice d'un coup d'Etat militaire (*Le Monde*, 17/05/1996). La France écarte officiellement une intervention (cf. *Billets* n° 33), mais il se dit qu'elle attend, comme pour l'opération Turquoise, d'apparaître comme la seule ayant « *la volonté et la capacité militaire* » de s'interposer.

Elle ferait ainsi échec au scénario américain - une intervention dont les Etats-Unis assureraient la logistique, avec des troupes essentiellement africaines. Elle pourrait compter sur le penchant de certains décideurs US à la solution de facilité : laisser carte blanche à Paris dès qu'il s'agit de faire la police en Afrique.

Un indice de l'évolution de la partie : le lycée français de Bujumbura a été évacué en 48 heures, et des hommes de l'ONU sont venus mesurer les locaux, comme pour préparer l'installation d'un état-major...

Comme le souligne un expert américain, les concepteurs d'une « *intervention, s'il doit y en avoir une [...], doivent comprendre les signaux politiques et ethniques qu'adresseraient les différents types de déploiement possibles. Sinon, ils courent au désastre* ». Autrement dit, une force sous leadership de l'armée française susciterait une explosion généralisée : chacun se souvient là-bas de l'accueil enthousiaste réservé par les *Interahamwe* aux soldats de Turquoise, et de l'inefficacité de ces derniers dès lors qu'il s'agissait d'empêcher la poursuite du génocide dans les bananeraies ou les collines.

Au Burundi, les Tutsis n'accepteront pas que l'armée soit rendue incapable de les protéger contre la fureur raciste des extrémistes hutus. Il faut aussi protéger les civils hutus d'une guerre civile impitoyable. Une intervention deviendra-t-elle pour autant inévitable ? Et si oui, laquelle ? En tout cas, l'armée française est disqualifiée pour l'assumer. C'est regrettable, mais c'est comme ça.

Valises ouvertes

Dénonçant les socialistes pour avoir « *à valises de billets ouvertes, négocié avec les terroristes* » corses, Jacques Toubon ne pouvait qu'essuyer une salve de *Billets* - moins meurtrière que celles, à balles réelles, tirées quotidiennement par les machos cagoulés du FLNC-Canal historique. Lequel s'est empressé d'applaudir Toubon. Certes, sous le double septennat de François Mitterrand, trop de socialistes n'ont su résister à la valse des valises, en France et en Afrique, et trop peu s'en repentent.

Mais que le RPR chiraco-pasquaïen dénonce aujourd'hui des négociations douteuses avec les « *terroristes* » corses ; que Jacques Toubon, l'ami des ploutocrates africains, stigmatise les "porteurs de valises" à billets, c'est l'hôpital qui se moque de la charité. Ou le gag de l'arroseur arrosé.

Témoin enfermé

Une part des valises à billets du RPR provenait de surfacturations dans les marchés truqués des HLM de la Ville de Paris, et transitait par la Côte d'Ivoire (*Billets* n° 16). Didier Delaporte, ex-employé du staff de campagne chiraquien et porteur de valises repent, était allé exposer ces pratiques au juge Halphen. Il avait témoigné en particulier sur le rôle de trésorière occulte joué par Louise-Yvonne Casetta. Agressé par trois "gros bras" le 28 juin 1995, il ne cessait depuis de recevoir des menaces.

Le 16 avril, il est allé s'en plaindre à un commissaire du XVI^e arr^t. Il s'est retrouvé interné d'office à l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne, sur décision préfectorale. Son avocat, M^e William Bourdon (qui a beaucoup de mal à obtenir l'arrestation de coupables présumés du génocide rwandais présents en France) a saisi le juge des référés pour « *internement arbitraire* ». Le juge lui a donné raison, et a fait libérer Didier Delaporte le 26 avril. Il a considéré que mettre en cause les valises à billets chiraquiennes et se plaindre des menaces reçues en conséquence ne constituait pas un « *trouble à l'ordre public* » ni une « *dangerosité pour autrui* ». Jusques à quand ? (*Libération*, 25/04/1996).

Signalons que L.Y. Casetta a pris le même avocat que le général Eyadema et Klaus Barbie : M^e Jacques Vergès. Elle est aussi peu inquiétée par la justice qu'un flingueur corse.

Bons points

- Avant de quitter le gouvernement d'union nationale, Frédéric De Klerk et son parti ont eu la sagesse de participer jusqu'au bout au processus qui vient de doter l'Afrique du Sud d'une constitution exemplaire.

- La diplomatie française a exercé une médiation efficace dans le conflit entre le Yémen et l'Erythrée à propos de l'archipel des Hanish.

- Le 15 mai, le Parlement français a enfin adopté la loi d'adaptation de la législation française à la création du Tribunal pénal international sur le Rwanda (TPIR). *Survie* avait participé à une campagne à cet effet, animée par *Médecins du monde* et *Juristes sans frontières*. Le 19 avril, le procureur du TPIR Richard Goldstone, en visite à Paris, avait dû émettre une protestation face à un ultime report.

- Le député UDF Yves Marchand, dont nous avons médité (*Billets* n° 27), a su dépasser les contingences locales pour produire sur la Coopération française un rapport « *explosif* » (*Le Canard enchaîné*, 30/04/1996) - presque un *Dossier noir*...

Fausses notes

- Le rapport Marchand a été interdit de diffusion par Matignon...

- La conférence de Genève sur les mines antipersonnel s'est achevée sur un dispositif insignifiant et dépourvu de vraies sanctions. Un accord qualifié de « honteux » par *Handicap International*, qui coanime le combat contre la prolifération de ces engins (*Libération*, 04/05/1996).

- L'ami de Chirac, le président tunisien Ben Ali, a fait refouler une mission conduite par le président de la FIDH (Fédération internationale des droits de l'homme). Il rejoint ainsi le club très fermé des régimes birman, chinois et iranien.

- Comment un éminent chrétien comme l'abbé Pierre, dont les coreligionnaires ont persécuté les Juifs depuis un bon millénaire - jusqu'au génocide -, peut-il de surcroît insinuer que Dieu leur a retiré sa promesse pour cause d'infidélité ? C'est ce qui s'appelle scier la branche sur laquelle on est assis...

ILS ONT DIT

« M. Seguin est trop occupé pour qu'on lui conseille la lecture des documents des organisations humanitaires sur la situation des droits de l'homme au Maroc - organisations au demeurant répudiées par son invité [*Hassan II*]. Mais peut-être pourrait-il jeter un coup d'œil sur le rapport publié voilà deux mois par le département d'Etat américain, institution peu encline à la subversion : disparitions, tortures, arrestations arbitraires, violations des libertés les plus élémentaires y sont durement stigmatisées. Nul doute : le Congrès des Etats-Unis ne songerait pas à offrir sa tribune à un chef d'Etat de cet acabit. Fille facile, notre Assemblée n'a point de ces pudeurs. [...] »

Aucune nécessité politique n'explique cet interminable cortège de cadavres qui continuent de sortir des geôles d'Hassan II au terme de grèves de la faim menées pour la reconnaissance des droits les plus élémentaires de la personne humaine. Un tel excès d'indignité ne méritait pas tant d'honneur, ni la République ce jour de honte ». (**Gilles PERRAULT**, in *Le Monde*, 07/05/1996).

[*L'Assemblée a d'autant moins de pudeurs que nombre de ses membres éminents ont pris goût aux fastes de l'hospitalité "royale". Un autre Français, Jean-Pierre V., qui fut l'hôte des geôles marocaines, conclut ainsi un terrible témoignage : « A tous ceux qui ont comme référence de l'horreur carcérale le film *Midnight Express* [sur les prisons turques des années 70], il faut dire qu'en 1996, au Maroc, à deux heures de Paris, c'est pire que *Midnight Express* ». (La Lettre de Maintenant, 20/04/1996).*]

« - Quel soutien pouvez-vous attendre des régimes européens ? »

« - Je n'attends plus rien des hommes politiques occidentaux. La visite de Li Peng en France le prouve bien : les politiciens français lui déroulent le tapis rouge et lui serrent la main, main couverte du sang des étudiants de Tiananmen. [...] J'espère, en revanche, que le peuple français soutiendra mon combat ». (**Harry WU**, détenu 19 ans dans le goulag chinois, les Laogai, et qui par ses courageux reportages a rendu compte d'un système où croupissent plus de 6 millions de Chinois. Interview à *Croissance*, 05/1996).

« Eyadema [...], c'est un homme d'une immense tendresse [...]. C'est un homme chaleureux qui a un immense amour et respect de notre pays ainsi qu'une grande admiration des grands hommes qui ont fait notre pays ». (**Bernard DEBRE**, ancien ministre de la Coopération, interview à *Lumières noires*, 03/1996).

[*Le reste de l'interview est du même entonnoir.*]

« En droit international, le principe de non-rétroactivité s'applique - et notamment en matière pénale. La définition des génocides a été fixée par la convention internationale de 1948. Mais, même si on peut le regretter, les massacres d'Arméniens ne relèvent pas juridiquement de cette convention [...]. C'est à la Turquie de mener une réflexion sur son propre passé ». (**Jacques GODFRAIN**, ministre de la Coopération, le 23/04/1996 à l'Assemblée, en réponse à une question au gouvernement sur l'extension de la loi Gaysot réprimant les propos négationnistes).

[*A suivre ce raisonnement "rétroactif", même le procès de Nuremberg sur la Shoah n'aurait pas eu lieu d'être. Les ministres de la Coopération se suivent et se ressemblent...*].

« Je suis scandalisé par les jugements qui figurent dans des rapports quasi officiels, qu'ils soient britanniques, américains, belges ou émanant d'ONG, à propos de je ne sais quelle responsabilité de la France dans cette situation [*du Rwanda*] [...]. Cela s'apparente à du lynchage médiatique ». (**Jacques GODFRAIN**, interview à *Jeune Afrique* du 15/05/1996).

[*C'est clair : la France est désormais victime d'un complot international de la part de ses alliés et des ONG. C'est un peu la ligne de défense de Bagosora et Cie (voir A fleur de presse). La Françafrique voudrait nous donner à choisir entre une culpabilité collective de l'ensemble des Français, et un négationnisme forcé.*]

A FLEUR DE PRESSE

Le Nouvel Observateur, *Foccart, l'homme des courts-circuits*, 09/05/1996 (Daniel CARTON) : « Rares sont les soirs où, vers 23 heures, presque comme un rite, Jacques Foccart ne lui téléphone pas. Rares aussi sont les dimanches où, à l'Elysée, le vieil homme ne vient pas partager quelques confidences avec le président. Au près du "grand Jacques", comme on le dit dans leur entourage, le "vieux Jacques" demeure influent, très influent. Dans l'ombre chiraquienne, Jacques Foccart continue d'occuper une place à part, très à part, et le secret, comme si cette complicité-là était suspecte, est bien gardé.

En Afrique, les chefs d'Etat l'appellent toujours "papa". Depuis longtemps, Foccart est aussi pour Chirac une sorte de père, de tuteur, de sage, de sorcier peut-être. [...] Foccart [...] est [...], aux yeux de Chirac, le lien vivant avec De Gaulle et Pompidou. Ancien secrétaire général du RPF, promoteur du trop fameux SAC, dépositaire de tant et tant de secrets, au carrefour de tant et tant de réseaux, dans l'intimité élyséenne durant seize ans du Général puis de son successeur, Foccart donne à Chirac le sentiment de tutoyer le gaullisme. [...]

"Pour les intérêts de notre pays, il ne faut pas avoir peur de mettre la main dans celle du diable", a toujours prêché Foccart.

[...] Aujourd'hui, la cellule Foccart dispose d'un vaste rez-de-chaussée au 14, rue de l'Elysée, dans le bâtiment de l'état-major particulier. Avec trois hommes dévoués : l'ancien ambassadeur Fernand Wibaux, l'ancien général Philippe Capodanno et l'avocat Robert Bourgi, proche également de Jacques Toubon. Handicapé, Foccart, lui, ne quitte pratiquement plus l'antre de son domicile de la rue de Prony. [...] Certains jours, le président appelle une bonne dizaine de fois ! Car Foccart n'est pas consulté que sur l'Afrique. [...] Il a aussi son mot à dire sur toutes les nominations. [...] A la Coopération, [...] Jacques Godfrain [...] est son obligé. [...]

"On a l'impression, témoigne un de ses récents visiteurs, qu'à l'autre bout du fil Chirac est à genoux". Un tel pouvoir pourrait dans l'immédiat faire une victime : le conseiller officiel, mais sans influence en Afrique, Michel Dupuch. La guerre avec le clan Foccart n'a pas cessé. Les jours de Dupuch à l'Élysée paraissent désormais comptés. Villepin [Secrétaire général de l'Élysée] et bien d'autres ont fini par comprendre que de toute façon il vaut mieux avoir Foccart avec soi que contre soi ».

[Les Frères Jacques (les chanteurs) viennent de recevoir un Molière pour l'ensemble de leur carrière. "Papa" Jacques et ses trois fils (Chirac, Godfrain, Toubon) ont le Mobutu qu'ils méritent. Leur main dans la sienne symbolise « les intérêts » d'une certaine France... à fric].

Le Soir, Le poids des morts, 09/04/1996 (Colette BRAECKMAN) : « Y a-t-il vraiment des assassinats menés dans l'intention déterminée de tuer un grand nombre de Hutus ? Le Rwanda, rappelons-le, est un pays de la taille de la Belgique, où opèrent plus d'une centaine d'organisations non gouvernementales, où près de 150 observateurs des droits de l'homme ont des bureaux dans toutes les préfectures sauf le nord du pays. Cette multitude d'étrangers est-elle totalement aveugle à la réalité rwandaise, au point de tout ignorer de disparitions massives et préméditées ?

Dans les milieux diplomatiques, on s'en défend : "Nous avons nos propres informateurs sur les collines, et nous serions au courant", affirment plusieurs ambassades. A Kigali, les représentants du Haut-Commissariat pour les droits de l'homme (HCDH) reconnaissent que des "violations du droit à la vie" se produisent, et qu'elles sont même en hausse : "Jusqu'à mars, il y avait en moyenne 50 tués par mois. En mars, ce chiffre est passé à 103 personnes, dont 80 ont été tuées dans des préfectures proches du Zaïre, ce qui indique la détérioration de la situation sur la frontière. De ce nombre, 55 personnes ont été victimes d'"infiltrés" dont certains portaient des tenues militaires, et on pouvait donc les confondre avec des soldats de l'APR. Dix-sept de ces victimes sont des agents de l'Etat, conseillers communaux, officiers de police judiciaire, responsables de cellule, sans doute considérés comme des traîtres".

Le HCDH estime qu'il est impossible que tôt ou tard ses observateurs ne soient pas informés de tueries massives et systématiques : "Début mars, lorsque l'armée, qui traquait des infiltrés, a tué vingt civils dans la forêt de Nyungwe, dont des femmes et des enfants retrouvés avec des balles dans le dos, il nous a fallu deux jours pour être mis au courant, alors que l'incident avait eu lieu dans l'un des endroits les plus inaccessibles du pays" ».

[Ces affirmations sont corroborées par des témoignages que nous avons reçus directement, d'observateurs qui ont pu circuler librement dans le pays et questionner de nombreuses personnes. Les plus connus de ceux qui dénoncent un « deuxième génocide », Faustin Twagiramungu et Seth Sendashonga, n'ont apporté le 30 avril, lors de leur conférence de presse parisienne, aucun élément nouveau sur la période postérieure à la guerre civile. Ils citent à nouveau le chiffre de 18 000 victimes de crimes de guerre ou de représailles, commis lors de la conquête de la région de Gitarama, ou juste après : ces accusations doivent être vérifiées. Mais ne cherche-t-on pas à contrebalancer l'évidence d'un génocide qui a voulu l'extermination des Tutsis, voire à légitimer une guerre contre le Rwanda ? Récemment interrogé sur TF1, Hassan Ngeze, fondateur de Kangura - le prototype des "médiats de la haine" - ne regrette qu'une chose : que l'on n'ait pas "achevé" le travail. Hassan Ngeze se rend fréquemment en France... (Le Nouvel Observateur, 11/4)].

Africa International, Quelle diplomatie pour le Cameroun ?, 05/1996 (Jean-Marie ABOGAMENA) : « Les douze Rwandais interpellés (tous Hutus) [Théoneste Bagosora, Ferdinand Nahimana, Jean-Bosco Barayagziwa, etc.] sont toujours internés [...] à Yaoundé.

[...] Ils sont des dizaines de Rwandais installés au Cameroun. [...] Beaucoup voyaient dans les autorités de Yaoundé, non seulement des médiateurs possibles vis-à-vis du régime de Kigali, mais un véritable tuteur dans la détresse, vu l'excellence des relations qu'ont entretenues les deux pays sous le régime de Juvénal Habyarimana. [...].

Au lendemain de l'assassinat du président Habyarimana [...] et des massacres qui ont suivi, le pays de Paul Biya a effectivement accueilli et protégé comme il se doit de nombreux réfugiés rwandais [...] ; le FPR tutsi (15 %) avait parfaitement réussi à les diaboliser aux yeux de l'opinion publique internationale, masquant ses propres crimes et ses accablantes responsabilités dans la catastrophe rwandaise en accusant unilatéralement le camp adverse de "génocide". Rares étaient alors les pays lucides sur cette situation complexe. D'autant plus grand est le mérite du Cameroun. [...]

Survient l'arrestation de personnalités dont l'implication directe dans les massacres de 1994 n'est avancée que par des sources gouvernementales rwandaises déjà largement discréditées par la publication de listes farfelues de "coupables". D'où la douche froide de ces arrestations au Cameroun. [...] Tous sont, comme par hasard, des intellectuels hutus.

Selon les accusés, les autorités de Kigali imposent la globalisation des crimes, l'intoxication de l'opinion publique et des milieux judiciaires pour la culpabilisation collective de l'élite politique et intellectuelle Hutu ».

[Africa International bat ses propres records de négationnisme ! Si Théoneste Bagosora, n° 1 présumé du génocide, et le chef du parti extrémiste CDR Jean-Bosco Barayagziwa font partie des « intellectuels hutus » victimes d'accusations « farfelues » et d'une intoxication de l'opinion, si par conséquent il ne faut pas les juger, alors rien n'arrêtera la mécanique de la « culpabilisation collective ». C'est tout ce qui resterait s'il n'y avait aucune culpabilité personnelle...]

A signaler, à l'opposé, le dossier nuancé de Croissance (mai) : Impunité. Rwanda, p. 30-33].

LIRE

La sécurisation foncière en Afrique, Etienne LE ROY, Alain KARSENTY et Alain BERTRAND (dir.), Karthala, 1996.

Sur un sujet tout à fait décisif pour le développement, un ouvrage fondamental. Comment assurer la reconnaissance des droits fonciers et régler les inévitables conflits ? Les auteurs montrent la voie d'une hybridation entre tradition et modernité, qui tire parti des résistances culturelles à une "marchandisation" de type capitaliste.

Les « Dossiers noirs » de la politique africaine de la France, n° 7

Cameroun : carrefour dangereux !

Agir ici et Survie

Éditions L'Harmattan

Une économie livrée au pillage
La part française du butin
Une "démocrature" à hauts risques
Le verrouillage français

Pour mieux comprendre l'enjeu décisif (pour le Cameroun, la région et la Françafrique) de l'élection présidentielle de 1997.
95 p. Disponible à *Survie* à partir du 18/6. 45 F port inclus.

SURVIE, 57 AVENUE DU MAINE, 75014-PARIS - TEL. : (33.1) 43 27 03 25 ; FAX : 43 20 55 58 - IMPRIME PAR NOS SOINS

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION: FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE - COMMISSION PARITAIRE N° 76019 - DEPOT LEGAL: JUIN 1996 - ISSN 1155-1666